

RESOLUTION ADRESSEE AU CONSEIL D'ETAT

Suite à la présentation du projet de budget 2005 par le Conseil d'Etat le 30 septembre dernier, l'Assemblée du Personnel de la fonction publique et du secteur subventionné, réunie ce jeudi 7 octobre 2004 :

- **dénonce** la volonté du Conseil d'Etat de faire payer le déficit consécutif à la politique des caisses vides,
 - **par les moins favorisés** d'entre nous : personnes âgées, invalides, chômeurs, jeunes...
 - **par les travailleurs et travailleuses** de la fonction publique et du secteur subventionné, en s'attaquant doublement à leurs conditions de travail, diminuant à la fois les postes et les salaires, au mépris de la qualité des prestations dues aux usagers et aux usagères ;
- **dénonce** la rupture de la négociation par le Conseil d'Etat et son obstination à réaliser les objectifs du Plan Financier Quadriennal sans se préoccuper des conséquences désastreuses pour la population ;
- **s'insurge** contre l'inculpation de trois collègues pour fait syndical et dénonce le peu d'empressement du Conseil d'Etat à se positionner sur le respect des droits syndicaux de ses employé-e-s ;
- **s'élève** contre l'attaque sur le statut contenue dans les projets de lois à l'ordre du jour des travaux du Grand Conseil,
- **s'élève** contre toute tentative de privatisation de secteurs de l'Etat (nettoyage à l'hôpital, sous-traitance des TPG notamment).

L'Assemblée

- **est déterminée** à combattre la criminalisation du mouvement syndical en défendant résolument toute personne inculpée dans l'exercice de ses droits de travailleur. Elle réaffirme avec force son exigence d'une intervention du Conseil d'Etat auprès de la direction des TPG pour que celle-ci retire sa plainte mais renonce à en faire un préalable à une reprise des négociations interrompues le 6 septembre 2004 par le Conseil d'Etat ;
- **appelle** dans ce sens les organisations du Cartel et tous les membres du personnel de la fonction publique à s'engager dans le mouvement de soutien aux inculpés ;
- **réaffirme** son combat pour un budget répondant aux besoins de la population et des travailleurs : création de nouveaux postes indispensables aux missions de service public, respect de l'accord hospitalier, respect de la loi sur les salaires, octroi de subventions qui couvrent les besoins ;
- **exige** l'ouverture immédiate de véritables négociations de la part du Conseil d'Etat ;
- **soutient** le référendum lancé par les syndicats du personnel des TPG ainsi que la lutte des fonctionnaires des autres cantons ;
- **confirme** la tenue d'une semaine d'actions et de grèves sectorielles du 8 au 12 novembre, semaine débouchant sur une manifestation unitaire le vendredi 12 novembre 2004 et confie au Comité le soin de coordonner les actions organisées par les différents secteurs ;
- **appelle** chacun et chacune à participer activement sur son lieu de travail à la construction d'une mobilisation à la hauteur des enjeux et des attaques contenues dans le projet de budget 2005 ;
- **engage** chacun et chacune à se joindre à la manifestation unitaire du vendredi 12 novembre 2004 ;
- **décide** de la tenue d'une nouvelle Assemblée générale du Personnel le jeudi 18 novembre, avec, notamment à l'ordre du jour, la définition de la date et des modalités d'une grève aussi probable qu'indispensable !
- **appelle** à résister et à se battre sur tous les fronts contre l'érosion des acquis sociaux qui conduit à une société à deux vitesses.

Le degré de civilisation d'une société ne se mesure-t-il pas au niveau de protection octroyé aux plus pauvres et aux plus vulnérables ?